

## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**

## 1713 Bedford Row

**Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)**

**B3J 1T3**

## Nova Scotia

**Bid Fax: (902) 496-5016**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

## Regional Individual Standing Offer (RISO)

### Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

Il y a une exigence en matière de sécurité associées à cette exigence.

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique  
Acquisitions

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

B3J 3C9

Nova Scot

<b>Title - Sujet</b> Crane Inspection & Repair	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W0102-15V106/A	<b>Date</b> 2016-03-18
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W0102-15-V106	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$HAL-409-9808
<b>File No. - N° de dossier</b> HAL-5-75279 (409)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-05-02</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Atlantic Daylight Saving Time ADT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Taylor, Kathie	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> hal409
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (902)496-5510 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (902)496-5016
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE SEE HEREIN GREENWOOD NOVA SCOTIA B0S1N0 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION .....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS .....</b>	<b>4</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES .....	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	4
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....	6
2.5 LOIS APPLICABLES.....	6
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	7
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>8</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	8
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>8</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE.....	9
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	9
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES.....</b>	<b>10</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	10
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	10
<b>PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>10</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES .....</b>	<b>10</b>
7.1 OFFRE .....	10
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	11
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES.....	12
7.5 RESPONSABLES.....	12
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	13
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE.....	15
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES.....	15
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	15
7.12 ATTESTATIONS .....	15
7.13 LOIS APPLICABLES.....	16
<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>16</b>
7.1 BESOIN .....	16
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	16
7.3 DURÉE DU CONTRAT .....	16

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0102-15V106/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
W0102-15-V106

Buyer ID - Id de l'acheteur  
hal409  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
HAL-5-75279

7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES ..... 16

7.5 PAIEMENT ..... 16

7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION..... 17

7.8 CLAUSES DU *GUIDE DES CCUA* ..... 17

ANNEXES..... 18

## PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;   |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;  |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir;  |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et   |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

### 1.2 Sommaire

Le MDN, la 14e Escadre Greenwood a une exigence pour une offre à commandes individuelle et régionale pour la fourniture de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement nécessaires pour inspecter, essai de charge et de service des ponts roulants, élévatrices à ciseaux et appareils de levage, de la façon la plus complète à l'annexe A. ce sera au fur et à mesure des bases demandée pour une période de deux ans.

**Les offrants sont invités à assister à une visite des lieux pour saisir tous les détails pertinents pour leur proposition offeror,s. C'est la responsabilité de poser les questions pertinentes qui vont leur permettre de fournir une proposition complèteLa visite optionnelle du site aura lieu le 2016-04-05 à 11 :00 à 14 Wing Greenwood, Greenwood, NS.** Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante *deux jours avant la date de la visite pour confirmer leur présence et donner le nom de la ou des personnes qui seront présentes. Les soumissionnaires pourraient être tenus de signer un formulaire de présence.*

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### 1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

### 1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2015-07-03) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

### 2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

### 2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

## Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## **2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## **2.5 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom

de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

### **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **3.1 Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique - (deux copies papier)  
Section II : offre financière (un copie papier)  
Section III: attestations (un copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe A, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

##### **3.1.1 Paiement par carte de crédit**

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_



Master Card \_\_\_\_\_

- b) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **3.1.2 Fluctuation du taux de change**

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

## **Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### **4.1.1 Évaluation technique**

Critères techniques obligatoires comme il est détaillé à l'annexe « une » exigence.

#### **4.1.2 Évaluation financière**

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

### **4.2 Méthode de sélection**

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une

offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

## **5.1 Attestations exigées avec l'offre**

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

### **5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, l'offrant doit, selon le cas, présenter avec son offre le [Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

## **5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms**

Les offrants constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une offre à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les offrants qui présentent une offre en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une offre comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les offrants qui présentent une offre à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
  - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
  - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
  - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

### **6.2 Exigences en matière d'assurance**

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

## **PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **7.1 Offre**

- 7.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

## 7.2 Sécurité

**7.2.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes :

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de **vérification d'organisation désignée (VOD)** en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité reproduite ci-joint à l'Annexe C;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

## 7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### 7.3.1 Conditions générales

2005 (2015-09-03), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

### 7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe «D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

#### **7.4 Durée de l'offre à commandes**

##### **7.4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de deux ans.

##### **7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes additionnelles d'un an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à Commandes.

#### **7.5 Responsables**

##### **7.5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Kathie Taylor  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
1713 Bedford Row  
Halifax, NS B3J 1T3  
Téléphone : 902-496-5510  
Télécopieur 902-496-5016  
Courriel : kathie.taylor@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

##### **7.5.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom :

Titre :

Co. :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

### 7.6 Divulgateur proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## 7.7 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à Construction Engineering – Contracts Inspector, ou désigné autre.

## 7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes*.

## 7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40,000\$ (taxes applicables incluses).

## 7.10 Limitation financière – totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 172,500.00 \$, à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou quatre mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2015-09-03), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2015-09-03), Conditions générales – services, complexité moyenne
- e) l'Annexe A, besoin
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (*insérer la date de l'offre*),

## 7.12 Attestations

### 7.12.1 Conformité



Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

### **7.13 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Nouvelle-Ecosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.1 Besoin**

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.2 Clauses et conditions uniformisées**

#### **7.2.1 Conditions générales**

2010C (2015-09-03), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **7.3 Durée du contrat**

#### **7.3.1 Date de livraison**

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### **7.5 Paiement**

#### **7.5.1 Base de paiement**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisé(s) dans l'annexe B. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces

interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 7.5.2 Méthode of Paiement

H1000C (2008-05-12) Paiements unique

### 7.5.3 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée : \_\_\_\_\_.

**OU**

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.

### 7.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

### 7.7 Exigences en matière d'assurance - preuve de disponibilité - avant l'émission de l'offre à commandes

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe A si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

### 7.8 Clauses du *Guide des CCUA*

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes  
M3800C (2006-08-15) Estimation de coût

## **Annexe A**

### **Énoncé de travail et de la liste d'équipement**

**Job No. L-G111-9900/1051  
(PDF ci-joint)**

#### **Assurance:**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

**Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

*Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

**Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :**

*Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

**ANNEXE «B »**  
**BASE DE PAIEMENT**

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

La soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable comportant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

Les quantités estimées ne sont données qu'à titre d'évaluation.  $AxB+Ax C+Ax D+Ax E=F$

<b>Inspection Annuelle</b>	<b>QTÉ ESTIMÉE PAR AN (A)</b>	<b>UNITÉ DE DISTR.</b>	<b>Prix unitaire de la première année (B)</b>	<b>Prix unitaire année deux ( C )</b>	<b>PRIX UNITAIRE - ANNÉE D'OPTION UN (D)</b>	<b>PRIX UNITAIRE - ANNÉE D'OPTION DEUX (E)</b>	<b>TOTAUX (F)</b>
1. Inspection annuelle, épreuve de charge et certification de tous les ponts roulants, palans et plateformes élévatrices conformément aux descriptions ci-jointes	1	lot	\$	\$	\$	\$	\$

<b>Appels de service et de travail du mécanicien</b>	<b>QTÉ ESTIMÉE PAR AN (A)</b>	<b>UNITÉ DE DISTR.</b>	<b>Prix unitaire de la première année (B)</b>	<b>Prix unitaire année deux ( C )</b>	<b>PRIX UNITAIRE - ANNÉE D'OPTION UN (D)</b>	<b>PRIX UNITAIRE - ANNÉE D'OPTION DEUX (E)</b>	<b>TOTAUX (F)</b>
2. APPELS DE SERVICE (compris la première heure de travail direct sur place) Pendant les heures normales de travail (lundi au vendredi 08 :00-16 :00) - main-d'œuvre directe sur place pendant les heures normales de travail	15	appels	\$	\$	\$	\$	\$
3. APPELS DE SERVICE (compris la première heure de travail direct sur place) En dehors des heures normales de travail - main-d'œuvre directe	2	appels	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0102-15V106/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
W0102-15-V106

Buyer ID - Id de l'acheteur  
hal409  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
HAL-5-75279

4. Main-d'œuvre - mécanicien - Pendant les heures normales de travail (lundi au vendredi 08 :00-16 :00) - main-d'œuvre directe sur place pendant les heures normales de travail	75	heures	\$	\$	\$	\$	\$
5. Main-d'œuvre - mécanicien - en dehors des heures normales de travail - main-d'œuvre directe sur place en dehors des heures normales	5	heures	\$	\$	\$	\$	\$
6. Le matériel et les pièces de rechange à collé en plein coût, plus une majoration de _____ %	\$20,000	lot	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Grand Total :</b>							_____ \$

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0102-15V106/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
W0102-15-V106

Buyer ID - Id de l'acheteur  
hal409  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
HAL-5-75279

### **ANNEXE C**

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

(PDF ci-joint)





Buyer ID - Id de l'acheteur  
hal409  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME  
HAL-5-75279

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE



DEVIS

INSPECTION, ESSAI ET ENTRETIEN DE PONTS  
ÉLÉVATEURS POUR VÉHICULES, DE GRUES  
POLYVALENTES, DE PLATE FORMES ÉLÉVATRICES À  
CISEAUX ET DE DISPOSITIFS ANTICHUTES

14<sup>e</sup> ESCADRE GREENWOOD, NOUVELLE-ÉCOSSE

Défense nationale	Table des matières	Section	00000
14e Esc Greenwood (N.-É.)		Page 1	
Trav. n° L-G911-9900/1051		2015-10-21	

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Nbre de pages</u>
<u>Division 01 – Exigences générales</u>		
01001	Sommaire des travaux	1
01005	Instructions générales	3
01500	Installations temporaires	2
01545	Exigences en matière de sécurité	2
01546	Consignes de sécurité-incendie	3
01547	Matières dangereuses	3
01560	Protection de l'environnement	1
01600	Matériaux et matériel	2
01710	Nettoyage	2
<u>Division 11 – Équipement</u>		
11500	Dispositifs antichute	2
<u>Division 14 - Systèmes transporteurs</u>		
14100	Grues, palans hydrauliques	2

- |                                  |   |
|----------------------------------|---|
| <u>1 Visite des lieux</u>        | .1 Avant de présenter une soumission, l'Entrepreneur peut visiter les lieux et prendre connaissance de toutes les conditions susceptibles d'affecter son travail.   |
|                                  | .2 L'Ingénieur ou son représentant doit s'informer des services disponibles, des ajustements que l'Entrepreneur peut exiger en termes de matériel et d'accessibilité du site, et obtenir tous les renseignements qui pourraient influencer sur la soumission de l'Entrepreneur.   |
| <u>2 Emplacement</u>             | .1 La 14 <sup>e</sup> Escadre Greenwood se trouve à 150 km à l'ouest d'Halifax et à 4 km au sud de la route 101, près de Kingston dans le comté de Kings, en Nouvelle-Écosse.   |
| <u>3 Description des travaux</u> | .1 En vertu du présent contrat, les travaux comprennent la main-d'œuvre, le matériel et l'équipement nécessaires à l'exécution des travaux conformément au devis et aux dessins du projet.  |
|                                  | .2 Effectuer les travaux prescrits aux endroits suivants :<br>.1 selon les directives de l'Ingénieur.   |
|                                  | .3 En vertu du présent contrat, les travaux auront lieu à un endroit où les heures normales de travail sont :<br>.1 de 7 h 30 à 16 h, du lundi au vendredi inclusivement.   |
|                                  | .4 D'une façon très générale, les travaux comprennent ce qui suit :<br>.1 inspection, essai, attestation et mise en service des ponts, grues, palans et appareils de levage hydrauliques, électriques et manuels;<br>.2 inspection et attestation des systèmes antichute installés dans les hangars 10, 11, 12 et 14;<br>.3 soumission du rapport et de l'estimation des coûts indiquant, en détail, les travaux d'entretien et de réparation nécessaires qui devront être effectués sur tous les appareils et tous les systèmes mentionnés à l'annexe A. |

- |  |    |   |
|--|----|---|
| <u>1 Références</u>                    | .1 | Code national du bâtiment (CNB) - Canada 2010, y compris toutes les modifications apportées jusqu'à la date de clôture de l'appel d'offres.   |
|  | 2  | Code national de prévention des incendies (CNPI) - Canada 2010, y compris toutes les modifications apportées jusqu'à la date de clôture de l'appel d'offres.  |
| <u>2 Codes et normes</u>               | .1 | La main-d'œuvre devra être d'une qualité élevée et uniforme, et strictement conforme aux pratiques exemplaires comme il est interprété par l'Ingénieur.   |
|  | .2 | Les travaux doivent être exécutés conformément au Code national du bâtiment et au Code national de prévention des incendies, ainsi qu'à tout autre code provincial ou local qui s'applique. En cas d'incompatibilité entre les dispositions de ces codes, les exigences les plus rigoureuses prévaudront. |
|  | .3 | Respecter ou dépasser les exigences de :<br>.1 Documents de marché.<br>.2 Documents auxquels on fait référence, codes et normes que l'on a spécifié.  |
|  | .4 | Les références à des normes locales, nationales et internationales dans le présent devis font partie intégrante du présent devis et, par conséquent, doivent être lues de concert avec le devis.  |
|  | .5 | Il incombe à l'Entrepreneur d'obtenir, auprès des sources énoncées, tous les renseignements écrits relatifs aux renvois à des schémas détaillés, à des catalogues ou à des données similaires provenant des fournisseurs ou des fabricants.   |
|  | .6 | Les appellations commerciales mentionnées dans le présent devis ne sont pas nécessairement restrictives sauf avis contraire.  |
|  | .7 | La main-d'œuvre devra être d'une qualité élevée et uniforme, et strictement conforme aux pratiques exemplaires selon l'interprétation de l'Ingénieur.   |
|  | .8 | Les travaux de qualité médiocre ou inférieure doivent être repris de façon à ce qu'ils soient de première qualité, sans frais pour le MDN, à la demande de l'Ingénieur ou de son représentant.  |
|  | .9 | En cas de divergence entre des normes, les exigences les plus strictes auront préséance.  |
| <u>3 Compétences de l'entrepreneur</u> | .1 | L'Entrepreneur doit prouver à l'Ingénieur qu'il dispose d'un personnel approprié et qualifié pour fournir les services prévus qui comprennent, notamment, le traitement de tous les appels de service dans un délai acceptable et la disponibilité sur place des pièces adéquates                         |

permettant de satisfaire aux exigences des travaux, à la fois pendant les heures de fermeture et les heures normales de travail.

- 4 Calendrier des travaux
- .1 Conformément au calendrier des travaux présenté dans un format acceptable par l'Ingénieur, fournir, dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant l'adjudication du contrat, un calendrier indiquant :
    - .1 les dates prévues de début et d'achèvement des travaux pour chaque pièce de matériel;
    - .2 la date prévue d'achèvement définitif des travaux, laquelle doit se situer à l'intérieur des délais impartis par les documents contractuels.
  - .2 Des révisions provisoires de l'état d'avancement des travaux, d'après le calendrier d'exécution soumis, seront effectuées au gré de l'Ingénieur. Le calendrier sera mis à jour par l'Entrepreneur, avec la collaboration et l'approbation de l'Ingénieur.
  - .3 Une fois le calendrier approuvé par l'Ingénieur, prendre les mesures nécessaires pour effectuer les travaux dans les délais prévus.
  - .4 Ne pas modifier le calendrier sans l'approbation de l'Ingénieur.
- 5 État des lieux
- .1 Les travaux visés par le présent contrat doivent être exécutés à l'intérieur ou près d'une zone d'exposition à des opérations aériennes et d'entretien, constituant une exigence permanente. Ces opérations, par endroits, peuvent causer des retards dans l'avancement des travaux.
- 6 Exigences relatives à la séance d'information
- .1 Recevoir l'information du chef des pompiers de l'Escadre à propos des règles et des restrictions de sécurité-incendie de l'Escadre.
  - .2 Recevoir l'information de l'officier de sécurité de l'Escadre à propos des règles et des restrictions de sécurité de l'Escadre.
  - .3 L'Ingénieur doit organiser les séances d'information.
- 7 Utilisation des lieux par l'entrepreneur
- .1 Généralités : les travaux visés par le présent contrat peuvent être effectués dans une zone partiellement ou entièrement occupée par des employés du gouvernement et/ou du secteur privé, et par leur matériel. L'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger le personnel et le matériel contre tout danger, dommage ou contamination.
  - .2 Utilisation des lieux : exclusive aux travaux et à l'entreposage des

Défense nationale	Instructions générales	Section	01005
14 <sup>e</sup> Esc Greenwood (N.-É.)		Page	3
Trav. n° L-G911-9900/1051			2015-10-21

matériaux. Il est interdit d'utiliser les lieux à d'autres fins.

- .3 Éviter d'encombrer de façon excessive les lieux avec des matériaux ou du matériel.
- .4 Exécuter les travaux de manière à déranger le moins possible les occupants du bâtiment.
- .5 L'Entrepreneur doit déplacer les produits ou le matériel et les matériaux entreposés lorsque ceux-ci nuisent aux travaux des occupants, de l'Ingénieur ou à ceux d'autres entrepreneurs.
- .6 Les moteurs à combustion interne doivent être munis de dispositifs antiparasites.

#### 8 Heures de travail

- .1 Respecter les heures de travail de la 14<sup>e</sup> Escadre Greenwood.

#### 9 Exécution des travaux

- .1 Exécuter les travaux en causant le moins d'inconvénients possible aux opérations de la base, et en assumer l'entière responsabilité.

#### 10 Emplacement du matériel et des appareils

- .1 L'emplacement indiqué ou prescrit pour le matériel, les appareils et les sorties doit être considéré comme approximatif.
- .2 Informer l'Ingénieur des travaux d'installation qui seront prochainement effectués et soumettre à son approbation l'emplacement prévu.

#### 11 Dessins supplémentaires

- .1 L'Ingénieur peut fournir des dessins supplémentaires pour aider à l'exécution adéquate des travaux. Ces dessins ne doivent être utilisés qu'à titre de clarification seulement. Ces dessins ont la même signification et la même portée que les dessins faisant partie des documents contractuels.

#### 12 Environnement sans fumée

- .1 Respecter les interdictions de fumer.

- |  |    |  |
|--|----|--|
| <u>1 Accès</u>                                 | .1 | Aménager des voies convenables d'accès au chantier et en assurer l'entretien.  |
| <u>2 Stationnement</u>                         | .1 | Des places de stationnement seront disponibles sur le chantier. Administrer ces places et en assurer l'entretien conformément aux directives.  |
| <u>3 Alimentation en eau et en électricité</u> | .1 | Le MDN peut assurer gratuitement l'alimentation temporaire en eau et en électricité aux fins de construction à différents endroits. L'Entrepreneur organisera et assurera l'alimentation en électricité et en eau là où les installations existantes ne le permettent pas.               |
|  | .2 | L'Ingénieur déterminera les points d'alimentation et les limites quantitatives. L'autorisation écrite de ce dernier est requise avant que tout raccordement ne soit effectué. Faire la connexion avec la source d'alimentation existante conformément au Code canadien de l'électricité. |
|  | .3 | Fournir, sans frais pour le MDN, tout le matériel et les conduites temporaires pour acheminer l'alimentation jusqu'au chantier.  |
|  | .4 | Les services temporaires assurés par le MDN sont sujets aux exigences du MDN et peuvent être interrompus en tout temps par le Représentant du MDN sur place sans préavis ni acceptation de responsabilité pour les dommages ou retards causés par l'interruption desdits services.       |
| <u>4 Installations sanitaires</u>              | .1 | Le MDN n'est pas obligé de fournir des installations sanitaires aux employés de l'Entrepreneur.  |
| <u>5 Protection</u>                            | .1 | Utiliser des panneaux d'avertissement et des barrières. Les maintenir en bon état jusqu'à la fin des travaux.  |
|  | .2 | À la fin de chaque journée de travail, protéger les ouvrages finis de même que les matériaux qui ont été retirés des locaux d'entreposage.   |
| <u>6 Panneaux et avis</u>                      | .1 | Panneaux et avis d'instructions ou de sécurité :<br>.1 les inscriptions paraissant sur les panneaux et les avis d'instructions ou de sécurité doivent être rédigées dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques doivent être conformes à la norme Z321-96.                |
|  | .2 | Entretien et enlèvement de la signalisation sur le chantier :<br>.1 garder les panneaux de signalisation et les écriteaux approuvés en bon état pendant toute la durée des travaux; les évacuer du chantier une fois les travaux terminés, ou avant, à la demande de l'Ingénieur.        |



Défense nationale	Installations temporaires	Section	01500
14° Esc Greenwood (N.-É.)		Page 2	
Trav. n° L-G911-9900/1051		2015-10-21	

.3 Fournir des panneaux à la demande de l'Ingénieur.

7 Enlèvement des  
installations temporaires

.1 Enlever toutes les installations temporaires présentes sur le chantier lorsque l'Ingénieur en donne l'instruction.

1 Mesures de sécurité en construction

- .1 Appliquer les mesures de sécurité en construction exigées par le Code canadien du travail, les règlements provinciaux, la Commission d'indemnisation des accidents du travail et les autorités et arrêtés municipaux.
- .2 En cas de contradiction ou de divergence entre des dispositions des autorités susmentionnées, l'Ingénieur déterminera quelles exigences prévalent.
- .3 L'Entrepreneur doit se conformer à tous les ordres permanents ou autres règlements en vigueur à l'emplacement où les travaux seront exécutés.
- .4 Les facteurs de risques dont l'Entrepreneur est la cause doivent être marqués par des panneaux d'avertissement et des barrières.
- .5 Maintenir en bon état tous les dispositifs de protection, barrières, panneaux et éléments protecteurs semblables jusqu'à la fin des travaux prévus par le présent contrat, ou jusqu'à ce que l'Ingénieur exige leur enlèvement.
- .6 Fournir et installer des panneaux et des dispositifs d'avertissement comme il est prescrit à la Partie D, Signs and Devices, du manuel intitulé Uniform Traffic Control Guide of Canada distribué par l'Association des transports du Canada.
- .7 Placer les signaux et les autres dispositifs aux endroits recommandés par ledit manuel et/ou aux endroits indiqués par l'Ingénieur.
- .8 Rencontrer l'Ingénieur avant le début des travaux afin de dresser une liste des signaux et des autres dispositifs nécessaires à l'exécution des travaux.
- .9 Entretenir tous les dispositifs de signalisation, c'est-à-dire :
  - .1 vérifier les signaux tous les jours afin de s'assurer qu'ils sont lisibles, en bon état, au bon endroit et qu'ils répondent aux besoins; nettoyer, réparer ou, au besoin, remplacer les signaux afin d'en maintenir la clarté et la réflectance;
  - .2 enlever ou couvrir les signaux qui ne s'appliquent pas aux situations existantes, ces situations pouvant varier d'une journée à l'autre.

2 Protection

- .1 Prévenir les dommages aux bâtiments, aux éléments de paysagement, aux bordures, aux trottoirs, aux arbres, aux clôtures et à la propriété adjacente.
- .2 Nettoyer quotidiennement les aires de travail.

Défense nationale	Exigences en matière de sécurité	Section	01545
14 <sup>e</sup> Esc Greenwood (N.-É.)		Page 2	
Trav. n° L-G911-9900/1051		2015-10-21	

.3 Enlever quotidiennement les matériaux à éliminer.

3 Échafaudages .1 Concevoir et construire des échafaudages conformément à la norme CSA S269.2-M87.

PARTIE 1 –  
GÉNÉRALITÉS

- |  |    |   |
|--|----|---|
| <u>1.1 Exposé du service des incendies</u>           | .1 | L'Ingénieur prendra les dispositions nécessaires pour que le Chef des pompiers puisse transmettre les consignes de sécurité-incendie à l'Entrepreneur lors de la réunion précédant le début des travaux.  |
| <u>1.2 Marche à suivre pour signaler un incendie</u> | .1 | Repérer le déclencheur manuel d'alarme et le téléphone d'urgence les plus près et connaître le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.   |
|  | .2 | Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au service des incendies, soit :<br>.1 en actionnant le déclencheur manuel d'alarme le plus proche; ou<br>.2 par téléphone (911).  |
|  | .3 | La personne qui actionne un déclencheur manuel d'alarme doit demeurer à proximité du déclencheur afin de pouvoir diriger les pompiers vers le lieu de l'incendie dès leur arrivée.  |
|  | .4 | La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment ainsi que l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.   |
| <u>1.3 Extincteurs portatifs</u>                     | .1 | Fournir les extincteurs portatifs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'Entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent posséder les caractéristiques exigées par le Chef des pompiers.                         |
| <u>1.4 Obstruction des routes</u>                    | .1 | Informar le Chef des pompiers de l'exécution de tout élément susceptible de gêner la circulation des véhicules de lutte contre les incendies, comme la réduction de la hauteur libre sous le minimum qu'il aura prescrit, la mise en place de barrières et l'excavation de tranchées. |
| <u>1.5 Consignes concernant les fumeurs</u>          | .1 | Respecter en tout temps les règlements concernant les fumeurs.  |
| <u>1.6 Déchets et matériaux de rebut</u>             | .1 | .1 Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut.   |
|  | .2 | Il est interdit de brûler des matériaux de rebut sur le chantier.   |
|  | .3 | Enlèvement :<br>.1 débarrasser le chantier de tous les matériaux de rebut à la fin de   |

chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives.

- .4 Entreposage :
  - .1 entreposer les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés afin d'assurer une propreté et une sécurité maximales;
  - .2 déposer, dans des contenants approuvés, les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse susceptibles de s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer du chantier conformément aux exigences de l'alinéa 1.6.3.1.

#### 1.7 Liquides combustibles et inflammables

- .1 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (édition en vigueur).
- .2 On pourra garder sur le chantier, pour usage courant, jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte et de kérosène, pourvu que ces derniers soient entreposés dans des récipients approuvés portant le label des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être autorisé par le Chef des pompiers.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C, comme le naphte ou l'essence.
- .6 Conserver le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles sur le chantier; s'ils doivent être éliminés, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Adresser toute demande d'élimination de ces produits au service des incendies.

#### 1.8 Matières dangereuses

- .1 Les travaux qui requièrent l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques et/ou d'explosifs ou qui présentent des risques pour la vie, la sécurité ou la santé doivent être exécutés conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 Obtenir du Chef des pompiers une autorisation de travail à chaud pour tous travaux, dans les bâtiments ou les installations, nécessitant des

opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur. Des mesures de sécurité spéciales doivent être prises pour protéger les personnes et les biens contre les dommages causés par le feu ou les explosifs.

- .3 Lorsque les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur sont exécutés dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le Chef des pompiers déterminera les zones où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'Entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le chantier, selon les modalités établies avec le Chef des pompiers lors de la réunion d'avant-projet.
- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation dans les zones où des liquides inflammables, comme des vernis ou des produits à base d'uréthane, sont utilisés. Informer le Chef des pompiers avant et après l'exécution de travaux nécessitant l'emploi de tels produits.

#### 1.9 Renseignements et/ou éclaircissements

- .1 Adresser toute demande d'éclaircissements ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au Chef des pompiers.

#### 1.10 Inspections de sécurité-incendie

- .1 Les inspections des lieux effectuées par le Chef des pompiers seront coordonnées par l'Ingénieur.
- .2 Le Chef des pompiers doit avoir libre accès au chantier.
- .3 Collaborer avec le Chef des pompiers durant les inspections courantes de sécurité-incendie sur le chantier.
- .4 Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le Chef des pompiers.

- |                              |   |
|------------------------------|---|
| <u>1 Généralités</u>         | <ul style="list-style-type: none"><li>.1 Les entrepreneurs et leurs employés doivent lire et connaître la présente section et ses exigences.</li><li>.2 L'Entrepreneur doit afficher, dans un endroit bien visible sur le chantier, la liste suivante des noms et numéros de téléphone des personnes à contacter en cas d'urgence :<ul style="list-style-type: none"><li>.1 14<sup>e</sup> Escadre Greenwood :<ul style="list-style-type: none"><li>.1 le Chef des pompiers de l'Escadre (CSIE) - 911;</li><li>.2 l'Ingénieur - local 5857.</li></ul></li><li>.3 Les travaux exigeant la manipulation de matières dangereuses doivent être effectués par des travailleurs qui connaissent très bien les risques associés à ces dernières, de même que la procédure à suivre pour les manipuler et les pratiques de travail sécuritaires connexes.</li><li>.4 Les contacts avec des matières que l'on soupçonne être dangereuses mais qui n'ont pas été préalablement identifiées comme telles doivent être signalés à l'Ingénieur sur-le-champ; les travaux effectués dans la zone visée doivent être interrompus jusqu'à ce que l'Ingénieur donne des directives.</li><li>.5 Lors de la manipulation de matières dangereuses, les entrepreneurs doivent se conformer aux règlements et aux mesures en matière de protection environnementale ou aux exigences des organismes œuvrant dans ce domaine aux niveaux fédéral, provincial et municipal.</li><li>.6 Les requêtes concernant les matières dangereuses peuvent être adressées à l'Ingénieur.</li></ul></li></ul> |
| <u>2 Normes de référence</u> | <ul style="list-style-type: none"><li>.1 CNPI 2010 - Code national de prévention des incendies - Canada 2010.</li><li>.2 CCT - Partie IV - Code canadien du travail.</li><li>.3 SIMDUT - Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (Projet de loi fédéral C-70).</li><li>.4 Loi sur les produits dangereux.</li><li>.5 Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.</li><li>.6 Règlement sur la santé et la sécurité au travail.</li><li>.7 Normes et règlements en vigueur concernant les produits non visés par la loi régissant le SIMDUT et destinés à réglementer des catégories spécifiques de produits. Ces normes et règlements incluent, sans toutefois s'y limiter :<ul style="list-style-type: none"><li>.1 la Loi sur les explosifs;</li><li>.2 la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique;</li></ul></li></ul>  |

.3 la Loi sur les produits antiparasitaires.

- |                                    |   |
|------------------------------------|---|
| <u>3 Documentation</u>             | .1 Lorsque les matériaux ou les produits chimiques fournis par l'Entrepreneur sont de nature dangereuse, ce dernier doit remettre à l'Ingénieur deux (2) copies de la fiche signalétique (FS) de chaque produit dangereux.<br>.1 Les produits dangereux pour lesquels aucune FS n'a été créée ne sont pas autorisés sur la propriété du MDN.<br>.2 L'information (FS) concernant les matières dangereuses connues ou suspectées comme telles peut être obtenue auprès du Coordonnateur des matières dangereuses, par l'intermédiaire de l'Ingénieur.        |
| <u>4 Panneaux et avis</u>          | .1 L'Entrepreneur doit afficher sur le chantier une copie de la FS de chacun des produits, afin de renseigner les travailleurs et les visiteurs au sujet de ces derniers.<br>.1 Les travailleurs sur le chantier doivent se familiariser avec la FS de chaque produit.<br>.2 Les panneaux et/ou les avis fournissant des instructions sur la sécurité doivent être rédigés dans les deux langues officielles ou présenter des symboles du SIMDUT facilement compris; ils doivent être affichés dans des endroits bien en vue autour du secteur des travaux. |
| <u>5 Sécurité des travailleurs</u> | .1 Les travailleurs qui doivent manipuler des matières dangereuses sur le chantier doivent porter tout l'équipement de protection individuelle (ÉPI) nécessaire prescrit par Travail Canada et/ou par le ministère du Travail de la province.   |
| <u>6 Indemnité</u>                 | .1 L'Entrepreneur assume la responsabilité et accepte d'indemniser le ministère de la Défense nationale et ses employés en cas de blessure ou de dommages résultant de l'utilisation de matières dangereuses ou d'une exposition à ces dernières.   |
| <u>7 Conformité</u>                | .1 En cas de divergence entre les exigences auxquelles renvoie la présente section et plus particulièrement l'article 2 - Normes de référence, l'exigence la plus stricte s'applique.   |
| <u>8 Livraison et entreposage</u>  | .1 Aux exigences de la Section 01005 - Instructions générales, s'ajoutent les exigences suivantes relativement à la livraison et à l'entreposage des matières dangereuses :<br>.1 les matières et les produits chimiques incompatibles doivent être   |



entreposés séparément en tout temps;

- .2 l'Entrepreneur peut obtenir des éclaircissements, de même que les noms des matières et des produits chimiques visés, auprès du Coordonnateur des matières dangereuses de la base, par l'intermédiaire de l'Ingénieur.

#### 9 Déversements et fuites

- .1 En cas de déversement ou de fuite, aviser immédiatement le Chef des pompiers de l'Escadre, ainsi que l'Ingénieur de la 14<sup>e</sup> Escadre/BFC Greenwood. Le Chef des pompiers de l'Escadre coordonnera et dirigera les travaux de nettoyage.
- .2 Veiller à ce que personne ne se blesse jusqu'à ce que les autorités responsables arrivent sur les lieux et mettent en œuvre les mesures permettant de délimiter et de sécuriser la zone de déversement.
- .3 Les fuites et les déversements causés par la négligence de l'Entrepreneur ou par une erreur de manipulation de sa part doivent être nettoyés aux frais de ce dernier.

#### 10 Nettoyage

- .1 Aux exigences de la Section 01710 - Nettoyage s'ajoutent les exigences suivantes :
  - .1 tous les déchets contenant des matières dangereuses doivent être entreposés dans des contenants recommandés par le fabricant des matières dangereuses en question et être enlevés du chantier à la fin de chaque journée de travail;
- .2 l'élimination des matériaux de rebut doit être conforme aux règlements du ministère de l'Environnement et être effectuée à l'extérieur de la propriété du MDN, dans des aires de dépôt approuvées pour les matériaux visés.

- |                                  |    |  |
|----------------------------------|----|--|
| <u>1 Feux</u>                    | .1 | Il est interdit de faire des feux et de brûler des rebuts sur le chantier.   |
| <u>2 Élimination des déchets</u> | .1 | Il est interdit d'enterrer des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier.  |
|                                  | .2 | Il est interdit de déverser des déchets ou des substances volatiles, comme les essences minérales, l'huile ou les diluants à peinture, dans les voies navigables, les égouts pluviaux ou les conduites sanitaires. |
|                                  | .3 | Les déchets doivent être éliminés dans des aires de dépôt approuvées pour les matériaux visés.   |

- |                                    |  |
|------------------------------------|--|
| <u>1 Généralités</u>               | <p>.1 Sauf indication contraire, utiliser des matériaux et du matériel neufs.</p> <p>.2 Dans les sept (7) jours suivant la demande écrite de l'Ingénieur, fournir à ce dernier les renseignements suivants pour tous les nouveaux matériaux et produits proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>.1 nom et adresse du fabricant;</li> <li>.2 marque, modèle et numéro de catalogue;</li> <li>.3 données sur le rendement, données descriptives et données sur les essais;</li> <li>.4 instructions d'installation ou d'application du fabricant;</li> <li>.5 preuves à l'appui de la démarche d'acquisition.</li> </ul> <p>.3 Sauf indication contraire, utiliser les produits d'un seul fabricant dans le cas de matériaux et de matériel d'un même type ou d'une même classe.</p>   |
| <u>2 Instructions du fabricant</u> | <p>.1 Sauf indication contraire, se conformer aux plus récentes instructions écrites du fabricant concernant les matériaux et le matériel à utiliser et les méthodes d'installation.</p> <p>.2 Aviser l'Ingénieur, par écrit, de toute divergence entre le présent devis et les instructions du fabricant; le cas échéant, l'Ingénieur déterminera quel document il faut utiliser.</p>   |
| <u>3 Fixations - généralités</u>   | <p>.1 Fournir les fixations et accessoires en métal de mêmes texture, couleur et fini que le métal support auquel ils sont fixés. Éviter que des métaux différents ne soient exposés à une action électrolytique. Utiliser des attaches, des ancrages et des cales inoxydables pour assujettir les ouvrages extérieurs.</p> <p>.2 L'espacement des ancrages doit tenir compte des charges limites et de la résistance au cisaillement, afin d'assurer un ancrage solide et permanent. Les chevilles en bois ne sont pas acceptées.</p> <p>.3 Dissimuler les fixations aux endroits indiqués; les espacer de façon uniforme et les poser avec soin.</p> <p>.4 Il est interdit d'utiliser des fixations qui causent l'effritement ou la fissuration du matériau.</p> <p>.5 Obtenir l'approbation écrite de l'Ingénieur avant d'utiliser des fixateurs à cartouches. Si tel est le cas, respecter la norme CSA Z166-1975.</p> |
| <u>4 Livraison et entreposage</u>  | <p>.1 Livrer, entreposer et garder les matériaux et le matériel emballés de manière à ce que les sceaux et les étiquettes du fabricant demeurent</p>   |

intacts.

- .2 Éviter que les matériaux soient endommagés, altérés et souillés durant la livraison, la manutention et l'entreposage. Retirer immédiatement du chantier les matériaux et le matériel rejetés.
- .3 Entreposer les matériaux et le matériel conformément aux instructions des fournisseurs.
- .4 Retoucher, à la satisfaction de l'Ingénieur, les surfaces endommagées finies en usine. Utiliser un apprêt ou de la peinture-émail identique au fini original. Ne pas peindre les plaques signalétiques.

#### 5 Conformité

- .1 Si un matériau ou du matériel est assujéti à des normes ou à des exigences de performance, obtenir du fabricant, sur demande de l'Ingénieur, un rapport d'un laboratoire d'essais indépendant attestant que ce matériau ou ce matériel satisfait aux exigences ou les dépasse.

- |          |  |    |   |
|----------|--|----|---|
| <u>1</u> | <u>Généralités</u>                                   | .1 | Procéder aux opérations de nettoyage et d'élimination conformément aux ordonnances municipales et aux lois antipollution.   |
|          |  | .2 | Procéder à un nettoyage quotidien des débris produits par les travaux et s'assurer que tous les obstacles pouvant présenter un danger sont enlevés du chantier ou sont entreposés ou protégés adéquatement à la fin de chaque journée de travail. |
|          |  | .3 | En tout temps, être très vigilant et veiller à ce qu'aucun débris ni autre obstacle pouvant présenter un danger ne soit laissé dans des endroits où il compromettrait la sécurité.  |
|          |  | .4 | Il incombe à l'Entrepreneur d'éliminer les débris à l'extérieur des propriétés du MDN, dans une aire de dépôt approuvée pour l'élimination des matériaux visés.   |
| <u>2</u> | <u>Définitions</u>                                   | .1 | FOD (dommage par corps étranger) : matériaux et/ou débris pouvant endommager un aéronef. Cette terminologie est utilisée dans les aéroports rattachés à la 14 <sup>e</sup> Escadre Greenwood.   |
| <u>3</u> | <u>Matériaux/matériel</u>                            | .1 | Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.   |
| <u>4</u> | <u>Nettoyage pendant les travaux de construction</u> | .1 | Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.<br>.1 Les conteneurs sur le chantier doivent être munis d'un couvercle étanche, pour éviter que les débris soient soulevés par le vent.          |
|          |  | .2 | Il incombe à l'Entrepreneur de prévenir les FOD (dommages par corps étranger) causés par l'exécution de travaux dans le cadre du présent contrat.   |
|          |  | .3 | Établir l'horaire de nettoyage de manière à ce que la poussière, les débris et les autres saletés soulevées ne retombent pas sur des surfaces humides fraîchement peinturées et ne contaminent pas les systèmes du bâtiment.                      |
| <u>5</u> | <u>Nettoyage final</u>                               | .1 | Balayer les surfaces revêtues en dur; balayer ou ratisser le reste du terrain.  |
|          |  | .2 | Procéder à un nettoyage quotidien des débris produits par les travaux et s'assurer que tous les obstacles pouvant présenter un danger sont enlevés du chantier ou sont entreposés ou protégés adéquatement à la                                   |

fin de chaque journée de travail.

- .3 A la fin des travaux prévus au présent contrat, débarrasser le chantier du matériel, des débris et de tous les matériaux déclarés comme des surplus par le MDN.
- .4 Le nettoyage final du chantier doit être approuvé par l'Ingénieur.

Défense nationale 14 <sup>e</sup> Esc Greenwood (N.-É.) Trav. n° L-G911-9900/1051	Dispositifs antichutes	Section 11500 Page 1 2015-10-21
---	------------------------	---------------------------------------

## PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- |  |   |
|--|---|
| <u>1.1 Travaux connexes</u>                | .1 Étendue des travaux : Section 01001  |
|  | .2 Instructions générales : Section 01005   |
| <u>1.2 Références</u>                      | .1 Fall Protection and Scaffolding Regulations (Nouvelle-Écosse) : règlement pris en vertu de l'Occupational Health and Safety Act, Revised Statutes of Nova Scotia, chapitre 2011. |
|  | .2 Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Code canadien du travail - Partie 2.  |
| <u>1.3 Qualité d'exécution des travaux</u> | .1 Tous les travaux doivent être exécutés par du personnel qualifié.  |
|  | .2 Tous les travaux doivent être certifiés par un ingénieur reconnu par l'APENS (l'Association for Professional Engineers of Nova Scotia).  |
|  | .3 Tous les travaux doivent être exécutés conformément au Code canadien du travail, Partie 2, et aux codes, règlements et instructions applicables énoncés par le fabricant.        |

## PARTIE 2 – PRODUITS      Ne s'applique pas

## PARTIE 3 – EXÉCUTION

- |                            |  |
|----------------------------|--|
| <u>3.1 Travaux compris</u> | .1 L'inspection et la certification de tous les dispositifs antichutes figurant à l'annexe A du présent devis.   |
|                            | .2 L'inspection de tous les organes de manœuvre composant le matériel, soit : <ul style="list-style-type: none"> <li>.1 les rails et les supports;</li> <li>.2 les butées d'extrémité;</li> <li>.3 les chariots.</li> </ul>  |
|                            | .3 L'inspection de tous les raccordements principaux, comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>.1 la vérification et/ou le serrage des écrous couplés des raccordements à tiges filetées de 25 mm de diamètre;</li> <li>.2 le serrage, à 170 lb/pi, des raccordements TUSC de 16 mm de diamètre.</li> </ul> |
|                            | .4 La fourniture d'un rapport écrit complet après chaque inspection d'un   |

dispositif antichute, portant sur l'état de ce dernier, y compris toute réparation ou modification jugée nécessaire par l'Entrepreneur et/ou toute dérogation aux codes fédéraux, provinciaux ou municipaux applicables.

- .5 Une fois l'inspection annuelle effectuée, tous les dispositifs antichutes doivent porter une étiquette affichant la date de l'inspection et la signature de l'Entrepreneur. L'Ingénieur doit certifier que l'inspection a été menée et que le dispositif antichute peut être utilisé; la date d'expiration de cette certification doit aussi être inscrite sur l'étiquette.

### 3.2 Appels de service

- .1 Effectuer les appels de service pour réparation à la demande de l'Ingénieur.
- .2 Exécuter les travaux conformément aux spécifications du fabricant.
- .3 Le remplacement de pièces doit être autorisé par l'Ingénieur avant d'être exécuté.
- .4 Sauf indication contraire, les pièces défectueuses demeurent la propriété du MDN.
- .5 Fournir une estimation des coûts avant de procéder à une réparation.
- .6 Communiquer à l'Ingénieur le numéro de téléphone auquel l'Entrepreneur ou son représentant peut être joint en tout temps.
- .7 L'Entrepreneur ne doit refuser aucun appel de service de l'Ingénieur et il doit exécuter les travaux dans les plus brefs délais.

### 3.3 Rapport de service

- .1 Une fois les travaux terminés, l'Entrepreneur doit fournir à l'Ingénieur un rapport de service écrit décrivant tous les travaux réalisés et détaillant le nombre d'heures, les pièces remplacées et tous les frais additionnels.
- .2 L'Entrepreneur doit s'assurer que le rapport de service a été examiné et signé par l'Ingénieur.

### 3.4 Nettoyage

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la Section 01005.



## PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- |                                |    |  |               |
|--------------------------------|----|--|---------------|
| <u>1.1 Travaux connexes</u>    | .1 | Sommaire des travaux :   | Section 01001 |
|                                | .2 | Instructions générales :   | Section 01005 |
| <u>1.2 Normes de référence</u> | .1 | CSA B167-2008 : Ponts roulants électriques pour usage général.   |               |
|                                | .2 | CSA Z150-2011 : Code de sécurité sur les grues mobiles.  |               |
|                                | .3 | CSA Z248-2004 : Grues à tour.  |               |
| <u>1.3 Qualité d'exécution</u> | .1 | Tous les travaux doivent être exécutés par des ouvriers qualifiés.   |               |
|                                | .2 | Tous les travaux doivent être certifiés par un ingénieur compétent reconnu par l'APENS (Association of Professional Engineers of Nova Scotia).                       |               |
|                                | .3 | Tous les travaux doivent être effectués conformément au Code canadien du travail, partie 2, et à tous les codes, règlements et directives fournies par le fabricant. |               |

## PARTIE 2 – PRODUITS      Sans objet.

## PARTIE 3 – EXÉCUTION

- |                            |    |  |
|----------------------------|----|--|
| <u>3.1 Travaux compris</u> | .1 | Inspection, essai et attestation de toutes les grues, de tous les palans et appareils de levage énoncés à l'annexe A du présent devis.   |
|                            | .2 | Inspecter tous les organes de manœuvre et toutes les pièces électriques et mécaniques du matériel.   |
|                            | .3 | Fournir la liste des lubrifiants recommandés par le fabricant du matériel, ainsi que la lubrification systématique et les fiches signalétiques.  |
|                            | .4 | Soumettre, après chaque inspection et essai, un rapport écrit détaillé sur l'état de chaque élément de matériel, y compris toute réparation ou modification que l'Entrepreneur considère nécessaire, ainsi que tout écart par rapport aux dispositions applicables des codes fédéraux, provinciaux et municipaux pertinents. |
|                            | .5 | Effectuer un essai de charge annuel sur chaque élément conformément  |

aux exigences des codes applicables. Soumettre à l'Ingénieur, par écrit, les résultats de l'essai, de l'entretien et de l'inspection du matériel.

- .6 Une fois l'essai annuel de charge effectué sur les éléments de matériel, apposer une étiquette sur ces derniers, indiquant la date de l'essai effectué, la signature de l'Entrepreneur et l'attestation, par un ingénieur compétent, que l'essai a été effectué et que le matériel peut être utilisé. L'étiquette doit également indiquer la date d'échéance de l'attestation.

### 3.2 Appels de service

- .1 Répondre aux appels de service, à la demande de l'Ingénieur, pour effectuer des travaux de réparation.
- .2 Effectuer les travaux selon les spécifications du fabricant.
- .3 Les pièces de rechange doivent être approuvées par l'Ingénieur avant leur installation.
- .4 Sauf indication contraire, les pièces défectueuses deviennent la propriété du MDN.
- .5 Soumettre une estimation des réparations à effectuer avant le début des travaux.
- .6 Fournir à l'Ingénieur un numéro de téléphone permettant de joindre en tout temps l'Entrepreneur ou son représentant.
- .7 L'Entrepreneur ne peut refuser de répondre à un appel de service de l'Ingénieur et doit exécuter les travaux dans les plus brefs délais.

### 3.3 Essai final

- .1 Après l'inspection et à l'achèvement des réparations, l'Entrepreneur doit s'assurer que chaque appareil sur lequel on a effectué l'essai fonctionne correctement et de façon sécuritaire.

### 3.4 Rapport sur les services

- .1 À l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre à l'Ingénieur un rapport écrit sur les services, en indiquant les travaux effectués, le nombre d'heures travaillées, le nombre de pièces remplacées et toutes dépenses supplémentaires.
- .2 L'Entrepreneur doit s'assurer que l'Ingénieur examine et signe le rapport sur les services.

### 3.5 Nettoyage

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la Section 01005.

## ANNEXE A

Article	Bâtiment	Lieu	Description	Fabricant	N° de modèle	N° de série	Capacité
1	HGR02	Aire de l'administration	Niveleur de quai	Pentalift	DH6825DX	905900 185	12,5 t
2	HGR 02	Aire de l'administration	Niveleur de quai	Pentalift	DH6825DX	905900 186	12,5 t
3	HGR02	Aire de l'administration	Niveleur de quai	Pentalift	HD71230	36005027 4	15 t
4	HGR05	Atelier d'électricité	Chariot à bras télescopique de 19 pi	JLG	E300AJP	0300 10815	0,25 t
5	HGR05	Atelier d'électricité	Plate-forme élévatrice à ciseaux	Sky Jack	SJI II I-32 19	234543	0,25 t
6	HGR05	Atelier d'électricité	Plate-forme élévatrice à ciseaux	Sky Jack	Sj I 11321 9	234393	0,25 t
7	HGR05	Atelier d'électricité	Plate-forme élévatrice à ciseaux	Skyjack	SJ1114326	707915	0,25 t
8	HGR05	Atelier de menuiserie	Plate-forme élévatrice à ciseaux	Sky Jack	SJI I 14626	5454-M3333	0,25 t
9	HGR 05	Atelier de plomberie	Plate-forme élévatrice à ciseaux, 55 pi	Sky Jack	SJ9250	50530	0,25 t
10	HGR05	Atelier des opérations	Chariot à bras télescopique de 60 pi	JLG	E600	30081660	0,25 t
11	HGR 10	Baie nord	Palan à câble électrique	Kone	XL2 04M200LA	R9695	2,73 t
			Grue Sgur	Kone	A30AOKO	S.O.	2,73 t
12	HGR10	Baie sud	Palan à câble électrique	Stah l	AS30 16	5304387	2,73 t
		Extrémité est	Grue Sgur	Dynex	DSG2.73TUR	91-020-1	2,73 t
13	HGR10	Baie sud	Palan à câble électrique	Demag	DH212	4 1356096	2,73 t
		Extrémité ouest	Grue Sgur	Dover Crane	S.O.	S.O.	2,73 t
14	HGR 10	Atelier des hélices	Palan à câble électrique	Coffing	WRMT2028-3	WR3G6533PC	IT
			Grue monopoutre	Inconnu	S.O.	N/A	1 t*
15	HGR 10	Baie des moteurs	Palan à câble électrique	P&H	KC CP4 10M003-0	4854	3 t
			Grue monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	3 t*
16	HGR 10	Salle à manger 124 du 14 EMA	Palan à câble électrique	2 Fall	xn1022018d16t2	1009302359	2 t
			Grue monopoutre	N/A	S.O.		1 t
17	HGR 10	Systèmes de sécurité	Palan à chaîne	Kito	CF4296	787552	1 t
		Atelier de flottaison	Grue monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	1 t

18	HGR 10	Vestiaire	Palan à chaîne	Tiger	CE	12-97	1 t
			Grue monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	1 t*
19	HGR 10	Baie nord	Système antichute monopoutre (5 chq)	Unistrut	ST8601	M2-877	5000 lb
20	HGR 10	Baie sud	Système antichute monopoutre (5 chq)	Unistrut	ST8601	1180	5000 lb
21	HGR 10	Atelier des corps de vannes	Palan à levier monopoutre	Yale	PS 1/4		1/4 t
				Inconnu	S.O.	S.O.	1/4 t*
22	B250	Local 216, Simulateur du poste de pilotage (SPP)	Palan à câble électrique			Inconnu	3 t
			Grue monopoutre	O'Brien	Inconnu		
23	HGR07	Aire de réparation	Palan à chaîne	Columbus McKinnon	M	M2-877	2 t
			Pont-portique	Motivation	S.O.	11	2 t
24	HGR07	Aire de réparation	Palan à pivot mobile, 4 x 6 t chq	Dover	PBL 4489	448940-222234	24 t
25	HGR08	Aire de réparation	Pont élévateur à 2 colonnes à vis rotative	Dover	S.O.	ART02B004	4,5 t
			Pont à vis sans fin	Rotary Dover	SPOA9E400	ART02B0014	4,5 t
26	HGR08	Aire de réparation	Pont élévateur à 2 colonnes à vis rotatives, hydraulique	Dover Rotary/Dover	ANZ02B001		
						SP018012	9 t
						SP018012	9 t
27	HGR 11	Baie ouest	Palan à câble électrique	Stahl	AS-3016	5304386	2,73 t
			Pont-portique	Stahl	SGUR	91-020-2	2,73 t
28	HGR 11	Baie est	Système antichute monopoutre (4 chq)	Unistrut			5000 lb
29	HGR 10	Approvisionnement	Chaîne de palan manuel	HERBERT MORRIS	TN 5789	004-015252	2 TON
			Monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	2 TON*
30	HGR 14	Armoire à outils et approvisionnement	Palan de type "canne à pêche"	Dutton Lainson Co	Arbre de palan manuel	DLB800A	800 lbs
31	HGR 12	Poste de lavage		Inconnu	S.O.	S.O.	5000 lb*
			Système antichute monopoutre (2 chq)				<a href="#">[1]</a>

32	HGR 14	Approvisionnement IMP	Palan à câble électrique	Shaw-Box	115481-36	L480487	3 t
			Grue monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	3 t*
33	HGR 14	Baie sud-ouest A	Palan à câble électrique	Stahl	AS 2008	5205480	3 t
			Pont-portique	Lareo	S.O.	94-2437	3 t
34	HGR14	ESA	Palan à câble électrique	Kito	ES101L	110990	1 t
			Grue monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	1 t *
35	HGR 14	14 MSEA 413 ESC	Palan à chaîne	Duff Lynx	EC2001	LJL109ND	1 t
			Pont-portique roulant	Motivation	CA3233	10846	1,1 t
36	HGR14	413 ESC	Niveleur de quai	Blue Giant	AH575/3F14AR	9540333	17,5 t
37	HGR 14	Atelier IMP	Palan à câble électrique	RM	SX30410032P2	SF J12866	3 t
			monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	3 t*
38	HGR 10	MSEA	Palan à câble électrique	Cobra	3950-21-800-4963	PS04039205	2,25 t
			Grue à flèche treillis	Flow Crane	S.O.	205	2,5 t
39	HGR 14	MSEA	Pont élévateur, 2 colonnes	Rotary	SP018E210	AXFOS BOOOI	9 t
40	HGR11	404 ESC	Palan à levier	Jet	UP50	16413	0,5 t
41	HGR11	404 ESC	Palan à levier	Jet	UP50	16402	0,5 t
42	HGR 11	404 ESC	Palan à levier	Jet	UP50	16414	0,5 t
43	HGR 11	404 ESC	Palan à levier	Jet	UP50	10301	0,5 t
44	HGR14	404 ESC	Palan à levier	Jet	10-2	17113	1,5 t
45	HGR 14	Baie B+C	Palan à câble électrique	Shawbox	WA3M-40	09K0594	2,73 t
			Grue monopoutre	Atlantic Crane	Yale01UHSG	094651-01	2,73 t
46	HGR 14	Baie B+C	Palan à câble électrique	Shawbox	WA3M-40	09K0594	2,73 t
			Grue monopoutre	Atlantic Crane	Yale02UHSG	094651-02	2,73 t
47	B216	Chaufferie	Palan manuel	THERN	M4312PB K	A8088	2000 lbs
		Chaufferie	Dabit	THERN	5124	501476537	2000 lbs
48	B166	Atelier des opérations, local 1060	Palan à chaîne Grue mobile	CM Cyclone Inconnu	M S.O.	9944 S.O.	1 t*
49	B166	Palan, halon	Palan à chaîne	CMLoadstar	Modèle H	L85/CW	1 t
			Grue monopoutre HIM	Inconnu	S.O.	S.O.	1 t*
50	B166	Local 1074, Simulateur du poste de pilotage (SPP)	Palan manuel à chaîne mobile	SUMO	Série SCH	99K3168	0,5 t
			Grue monopoutre HIM	Inconnu	S.O.	S.O.	0,5 t*
51	B166	Atelier des opérations, local 1060	Treuil manuel	Miller	S.O.	4395	150 lb
52	B170	Site du radar de veille aérienne	Palan à chaîne (inférieur)	Budgit Dressor	3310895-1	AHI0587758	1 t

			Grue monopoutre HIM	HIM	Inconnu	Inconnu	1 t*
--	--	--	------------------------	-----	---------	---------	------

53	B170	Site du radar de veille aérienne	Palan à chaîne (supérieur)	Budgit	310895-1	PH1261287	1 t
			Grue monopoutre	Kito	Inconnu	310895-1	1 t
54	B196	Installation d'essai du moteur	Palan à câble électrique	P&H	42JFIID	T-64603	3 t
			Grue monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	3 t*
55	B200	Bâtiment des march. dangereuses	Palan à câble électrique	CM Loadstar	635	C056M5	1 t
			Grue monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	1 t*
56	B214	Atelier de réparation de pneus	Palan à chaîne	CM	SMOPSTAR	SS0236VL	1000 lb
			Pont-portique	Inconnu	S.O.	S.O.	0,5 t*
			Palan électrique	Street	ZX0087	ZX345LMH1	5 t
57	B216	Chaudière	monopoutre	Inconnu	S.O.	S.O.	5 t*
			Pont	JMF	SGUR	091859A	3000 kg
58	HGR 11	Formation moteur baie sud	Palan à chaîne électrique	R&M	SX40410040P36FC L0F	HJW20308	3000 kg
			Monorail H/M	INCONNU	INCONNU	Inconnu	3 t
59	HGR 11	Installations d'instruction	Palan à chaîne électrique	R&M	SX30410032PA	A0508344	3 t
60	HGR 14	MSEA	Nacelle élévatrice à flèche	OTC	A	0301AD42419	3300 à 4400 lb
61	HGR 14	MSEA	Palan à chaîne	CATIC		O44175	1000 lb
62	HGR 14	MSEA	Palan à chaîne	CATIC		O43903	1000 lb
63	HGR 10		Grue d'atelier	HERBERT MORRIS	217	GEN8139	4500 lb
64	B208	Gymnase principal	Plate-forme élévatrice verticale	JLG	41AM	900031600	300 lb
65	HGR 8	Atelier comp.	Plate-forme élévatrice à cycles	WHEELTRONIC	EELR319A	D981504	1500 lb
66	B265	Service d'incendie	Plate-forme élévatrice verticale	BASIC HYDRAULIC	STDT-900	90-024	750 lb
67	HGR 14	Baie B+C	Dispositif antichute	INCONNU	ST8601		5000 lb
68	HGR 8	Aire de maintenance	Plate-forme élévatrice au sol (orange)	OTC	A	1011	1650 à 2200 lb
69	HGR 14	Aire de maintenance	Plate-forme élévatrice au sol (bleu)	OTC	A	1722	3300 à 4400 lb
70	HGR 8	Aire de maintenance	Palan à chaîne électrique	BUDGET	INCONNU	SH-3397-YJ	2000 lb
71	HGR 8	Armoire à outils	Palan à levier	YALE	PS 1 1/2	BE0102	3000 lb
72	HGR 8	Aire de maintenance	Palan à levier	Jet	SUMO	J05078	1500 lb
73	HGR 8	Aire de maintenance	Palan à levier	C&M	INCONNU	BC114MO	3000 lb
74	HGR 8	Aire de maintenance	Palan à levier	OMER	ELEC/HYD	513-00001-001	5000 lb
75	HGR 8	Aire de maintenance	Portique	Motivation	HCA1100 240 140		5,5 t
			Palan électrique	Kone	XN25500010M12T2 B	E0706408	5000 kg
76	B207	Porte pour la réception	Niveleur de quai	Blue Giant	AH208/1FH-AR	9740019	27,000lbs
77	B100	Baie princ. ouest	Palan à chaîne manuel	C&M	INNCONNU	99783	2000 lb
78	B100	ENTREPOSAGE	CROCHET TOURNANT	CROSBY	SWIVAL	297011	6000 lb
79	B100	ENTREPOSAGE	CROCHET TOURNANT	CROSBY	SWIVAL	4	6000 lb
80	B100	BAIE PRIN. OUEST	CHAÎNE DE PALAN MANUEL	C&M	Cyclone	9948	2000 lb*

81	B100	BAIE PRIN. OUEST	<b>PONT</b>	<b>R&amp;W TRU TREO</b>	FREERUN DOUBLE	Inconnu	1000 lb*
82	B100	ENTREPOSAGE	<b>Monorail H/M</b>	<b>INCONNU</b>	INCONNU	Inconnu	2000 lb*



83	B100	EST/OUEST	Monorail H/M	INCONNU	INCONNU	Inconnu	2000 lb*
			Chariot	YALE	F/W	Inconnu	2000 lb
84	B100	BAIE PRINC. EST	Monotrail H/M	INCONNU	INCONNU	Inconnu	2000 lb
	B100	SALLE DES TORPILLES	Monotrail H/M	INCONNU	INCONNU	Inconnu	2000 lb
85			Chariot	R&W	INCONNU	Inconnu	2000 lb
86	B216	Chaufferie	Palan à chaîne	C&M	602	N5287	550 lb
87	B216	Chaufferie	Palan à levier	Kito	LX003	161170	,25 t
88	B216	Chaufferie	Palan à chaîne	Jet	SCH	K20005	1000 lb
89	B216	Chaufferie	Palan à chaîne	BUDGET	8263SR	1188	4000 lb
90	B216	Chaufferie	Palan à chaîne	Kito	CF4054	240405MCF4054	1000 lb
91	B216	Chaufferie	Palan à levier	Kito	6173	67529	1100 lb
92	B216	Chaufferie	Palan à levier	C&M	B	9791	1500 lb
93	B216	Chaufferie	Palan à chaîne	Westward	VCH 1	3929	2000 lbs
94	HGR 10	Baie des moteurs	Palan électrique	Kito	1K0101D	148028	1 t
			Monorail H/M	INCONNU	H/M	H/M	2 t*

\* Tous les monorails d'origine inconnue ont été fabriqués par un soudeur agréé.



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0102-15V106

Security Classification / Classification de sécurité  
unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization /  
Ministère ou organisme gouvernemental d'origine DND

2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction  
RCAF

3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance

3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant

4. Brief Description of Work / Brève description du travail

To provide an annual inspection of all hoists, overhead cranes, lifts and fall arrest on 14 Wing Greenwood in accordance with the Department of Labour as well as service and repairs when requested.

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods?

Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations?

Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets?

Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

(Specify the level of access using the chart in Question 7. c)  
(Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted.

Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.

☐ No ☒ Yes  
Non Oui

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage?

S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Canada

NATO / OTAN

Foreign / Étranger

7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion

No release restrictions  
Aucune restriction relative à la diffusion

☐

All NATO countries  
Tous les pays de l'OTAN

☐

No release restrictions  
Aucune restriction relative à la diffusion

☐

Not releasable  
À ne pas diffuser

☐

Restricted to: / Limité à:

☐

Restricted to: / Limité à:

☐

Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:

Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:

Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:

7. c) Level of Information / Niveau d'information

PROTECTED A

☐

PROTÉGÉ A

PROTECTED B

☐

PROTÉGÉ B

PROTECTED C

☐

PROTÉGÉ C

CONFIDENTIAL

☐

CONFIDENTIEL

SECRET

☐

SECRET

TOP SECRET

☐

TRÈS SECRET

TOP SECRET (SIGINT)

☐

TRÈS SECRET (SIGINT)

NATO UNCLASSIFIED

☐

NATO NON CLASSIFIÉ

NATO RESTRICTED

☐

NATO DIFFUSION RESTREINTE

NATO CONFIDENTIAL

☐

NATO CONFIDENTIEL

NATO SECRET

☐

NATO SECRET

COSMIC TOP SECRET

☐

COSMIC TRÈS SECRET

PROTECTED A

☐

PROTÉGÉ A

PROTECTED B

☐

PROTÉGÉ B

PROTECTED C

☐

PROTÉGÉ C

CONFIDENTIAL

☐

CONFIDENTIEL

SECRET

☐

SECRET

TOP SECRET

☐

TRÈS SECRET

TOP SECRET (SIGINT)

☐

TRÈS SECRET (SIGINT)





Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat  
W0102-15V106

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET--SIGINT<br>TRÈS SECRET--SIGINT          | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMBLEMES                  |   |   |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui  
If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

Canada



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0102-15V106

Security Classification / Classification de sécurité  
unclassified

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ		NATO					COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).